

Une politique économique offensive au service d'une industrialisation ravageuse

Si les droits reconnus par le législateur sont ouvertement bafoués par les gouvernements locaux, fonctionnaires, agents de police et autres acteurs pour qui les communautés Adivasis ne seraient dignes que de mépris, la politique économique du géant indien et qui repose sur une course folle à la croissance et à l'industrialisation, est présentée comme un impératif d'intérêt général justifiant la violation de droits autochtones et le saccage d'espaces naturels et forestiers d'une richesse prodigieuse .

Des zones de non droit, éden indien des entreprises privées



Le gouvernement indien ne fait pas seulement preuve de mauvaise volonté dans la mise en œuvre des droits proclamés mais est également l'auteur de politiques économiques volontairement offensives qu'il vient récemment de coupler à opération militarisée aux conséquences désastreuses sur les populations tribales. Depuis 2005, le gouvernement dispose d'un outil législatif de prédilection en matière de développement et d'industrialisation. *Le Special Economic Zones (SEZs) Act* l'habilite à **constituer des Zones Economiques Spéciales**, aires géographiques strictement délimitées à l'intérieur desquelles les règles fiscales et économiques de droit

commun ne sont pas applicables. Ces zones d'exception constituent ainsi de **véritables paradis pour les investisseurs et sociétés privées** qui souhaitent s'y implanter puisque ces derniers bénéficieront à la fois des infrastructures publiques nécessaires au déploiement de leurs activités et d'une non-intervention de l'Etat en matière de régulation économique et fiscale. Comme on peut le lire sur le site du Ministère indien du Commerce et de l'Industrie « la politique des SEZs vise à faire de ces zones un outil de croissance économique facilité par des infrastructures de qualité et encouragé par un paquet fiscal attrayant, à la fois au niveau national et régional, le tout garanti par une régulation étatique minimale ». Cette verve pour une politique économique on ne peut plus libérale est justifiée par une volonté de créer des territoires moteurs, attrayants pour les investisseurs étrangers et qui permettront de développer la capacité exportatrice du pays tout en créant de l'emploi.

C'est au nom de la constitution de ces aires de non droit – la législation environnementale se révèle elle aussi inapplicable - et qui n'ont d'autre leitmotiv que la croissance économique du pays, que **le gouvernement s'empare de terres Adivasis** qu'il chasse violemment en s'appuyant sur un autre texte législatif inique, le *Land Acquisition Act*. Cette loi, adoptée pendant la période coloniale en 1894, habilite le gouvernement à **acquérir des terres nécessaires à la réalisation d'un projet d'intérêt général**. Or, dans un contexte économique où une croissance à deux chiffres fait saliver les Etats et les acteurs privés, constituer de telles zones au nom du progrès technologique et de la grandeur industrielle est une initiative marquée du sceau de l'« intérêt public supérieur ». Les terres tribales sont donc aisément acquises par les gouvernements qui les donnent en concession aux entreprises et aux multinationales qui en exploitent les ressources, quand bien même cela



nécessiterait le **déplacement de milliers d'Adivasis dont la survie dépend singulièrement de cette terre qu'on leur arrache**. Ainsi, alors même que le PESA et le FRA cherchent à sécuriser maîtrises foncières et droits sur les ressources en donnant au *Gram Sabha* le pouvoir légal de s'opposer à tout projet jugé néfaste pour la communauté, la constitution de SEZs permet en pratique de passer outre toute opposition, au nom d'un prétendu « **intérêt général au développement** ».

Une usine de traitement du fer implantée au mépris des cultures vivrières d'un village tribal Khadia (Orissa)

Des projets industriels et miniers sur des terres nourricières meurtries

De la même manière, et toujours dans un déni total des droits des autochtones à décider pour eux-mêmes, les gouvernements signent à la pelle, avec les sociétés intéressées, des *Memorandum of Understanding* dits MoUs et qui consistent en des **préaccords entre les gouvernements locaux et des sociétés privées portant sur la réalisation d'un ou plusieurs projets économiques, miniers ou industriels**. En matière de projets industriels, l'Etat s'engage à fournir la terre et les infrastructures nécessaires à la réalisation du projet envisagé par l'entreprise, tandis que la société contribuera à la création de richesses et dynamisera l'économie locale par l'implantation de son activité. La signature de ces MoUs ne requiert **aucune consultation de la population** directement affectée par les projets envisagés, et leur contenu, révélant les intentions et obligations ainsi que les détails des projets, n'est rendu public qu'une fois l'accord signé. On ne peut qu'être alarmé par **l'ampleur des déplacements et des impacts sociaux et environnementaux** de ce phénomène que l'on peut qualifier de véritable « vague industrielle » dévastatrice au regard du nombre irréaliste de MoUs signés par certains Etats. Rien que dans l'Etat du Jharkhand, on ne dénombre pas moins de 102 MoUs récemment signés en vue de l'implantation pêle-mêle d'aciéries, de centrales électriques et d'industries minières, ce qui nécessitera de mettre à disposition une superficie de 80 900 hectares de terres. La démesure a un coût humain et environnemental. Selon les estimations des associations, plus d'un million de personnes seront expulsées de leurs terres ancestrales et **les pollutions générées par des activités industrielles de masse** telles que l'extraction minière ou le traitement du minerai de fer affecteront directement les sources d'eau potable, la qualité de l'air ainsi que les quelques parcelles de terre arable que les communautés seront parvenues à sauver.



Extraction du calcaire sur des terres tribales en Orissa

Pourtant, les communautés menacées sont prêtes à mourir pour leur Terre. Comme le souligne Gladson Dungdung, activiste issu d'une communauté Adivasi et créateur du journal en ligne *Jharkhand Mirror*, « le gouvernement, les industriels et les médias s'acharnent à essayer de convaincre la population en véhiculant des messages présentant l'industrialisation comme l'unique moyen de développer le Jharkhand. Ainsi, les villageois devraient se résoudre à vendre leurs terres en vue de la réalisation de projets économiques qui fourniront soi-disant un travail à tous, permettront le développement d'infrastructures et boosteront l'économie de l'Etat. Mais les Adivasis ne se laissent pas touchés par ces arguments, puisque **91.7% d'entre eux restent dépendants de l'agriculture et des produits forestiers pour leur survie**. Ils résistent et s'opposent aux déplacements forcés, interpellent les représentants des sociétés en cause, et refusent de les laisser pénétrer leurs villages [...]. Ce que chacun devrait être en mesure de comprendre est qu'un déplacement de population ne se résume pas à un « déménagement » pour ces populations marginalisées, cela signifie aussi la **destruction des ressources** assurant leur subsistance, la **disparition de leur culture et de l'identité autochtone** qu'elles ont nourries au fil des générations. Le cycle de la vie pour les Adivasis repose sur une utilisation raisonnée des ressources naturelles et leur coexistence avec la nature est primordiale. Aussi, **il est urgent de repenser notre modèle de développement.** »

Des voix dissidentes contre la dictature de la croissance économique

Dans toute l'Inde, des **mouvements de protestation** contre les acquisitions forcées de terres pour la construction de SEZs ou la signature de MoUs se multiplient et s'amplifient. Dénonçant la violation des procédures d'acquisitions prescrites par le PESA et le FRA et l'accaparement de leurs terres par la force, la société civile n'a de cesse d'appeler le gouvernement à stopper cette pratique injuste et réclame en tout premier lieu une réforme démocratique de ces lois



iniques. Dans les zones concernées, l'instauration d'un rapport de force insoutenable entre les communautés autochtones et les puissantes multinationales soutenues par les gouvernements et les forces de police génère des **conflits sociaux dont l'aboutissement est parfois dramatique**. Le massacre de Kalinganagar (Orissa) en 2006 ou le mouvement de résistance à Singur (Bengale oriental) en 2008 font figure d'exemples d'affrontements de plus en plus fréquents et de plus en plus violents face auxquels le

gouvernement fait la sourde oreille. Pourtant, **les voix dissidentes se rassemblent et s'organisent**. Les activistes se mobilisent : débats publics et réunions d'information sont organisés afin de discuter des dangers potentiels que constituent les amendements que le gouvernement tente de faire adopter et qui risquent, en totale opposition avec les revendications citoyennes, d'allonger la liste des motifs pour lesquels le droit de préemption de l'Etat peut être utilisé afin d'expulser les Adivasis de leurs terres. Face à une société civile qui demande purement et simplement le retrait d'une loi coloniale perverse, le gouvernement refuse donc de tirer les leçons des innombrables déplacements forcés déjà causés par l'application de cette loi. Et la colère gronde. Encore récemment, une manifestation a eu lieu à New-Delhi sur la place de Jantar Mantar, le 9 août 2010. Réunis pour réaffirmer leur opposition au *Land acquisition Act* ainsi qu'au *SEZs Act*, des villageois,

des activistes ainsi que des étudiants ont interpellé les décideurs politiques et crié leur incompréhension à l'égard d'une politique économique meurtrière.

Tout au long de l'automne 2010, des collectifs et des mouvements citoyens ont organisé une consultation nationale suivie de débats publics animés afin **d'élaborer de manière démocratique et collective les principes directeurs d'une réforme** dont l'urgence se fait sentir à travers toute l'Inde. **Le gouvernement fédéral s'entête** quant à lui à préparer des amendements sans impliquer la société civile, donnant lieu à des propositions d'inspiration technocrate et économiste qui peinent à répondre aux attentes de la population.



*Manifestation organisée à Jantar Mantar
« Multinationales quittez l'Inde ! »*

Cécile Bes